



PRÉFET DE LA REGION RHONE-ALPES

Autorité environnementale
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
relative au projet dénommé « Projet d'aménagement de
l'avenue des Alpes entre l'avenue Jean Colomb et la route de
Saint Bel (3ème phase) » sur la commune de Marcy l'étoile
(69)**

Décision n° 08214P0931

n°05

DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 06/01/2015
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2014098-0004 du préfet de région Rhône-Alpes du 8 avril 2014 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° 2014-104-0003 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 14 avril 2014 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue et considérée complète le 05/12/2014, et déposée par M le président de la communauté urbaine de Lyon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 30/12/2014 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires le 23/12/2014 ;

Vu le fait que le projet fait partie d'un programme d'aménagements qui avait fait l'objet de plusieurs études d'impacts successives (dernière version = juin 2007) ;

Considérant le fait que le dossier de demande annonce une étude hydraulique et, plus globalement, que les enjeux liés à l'eau ont vocation à être traités par ailleurs dans le cadre des procédures loi sur l'eau ;

Considérant le fait que le dossier annonce une étude visant au dimensionnement d'éventuels dispositifs de protection des riverains contre les nuisances sonores susceptibles d'être engendrées par le projet et, plus globalement, le fait que la réglementation environnementale en matière de nuisances acoustiques s'applique même en l'absence d'étude d'impact ;

Considérant le fait que le dossier de demande annonce des inventaires faunistiques et floristiques ainsi que, le cas échéant le dépôt d'un dossier de demande de dérogation « espèces protégées » au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement et, plus globalement, que la réglementation relative à la protection des espèces s'applique même en l'absence d'étude d'impact ;

Considérant l'ampleur modérée du projet et, aux abords de l'emprise du projet, l'absence de mention à des inventaires appelant à une vigilance particulière du point de vue de l'environnement ;

Décide

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « **Projet d'aménagement de l'avenue des Alpes entre l'avenue Jean Colomb et la route de Saint Bel (3^{ème} phase)** » sur la commune de Marcy l'étoile, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région.

Pour le préfet de région, par délégation
la directrice régionale

Pour la directrice de la DREAL
et par délégation
La cheffe adjointe du service CAEDD


Nicole CARRIÉ

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
DREAL Rhône-Alpes, CAEDD / Groupe AE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

